

DECRET

**Décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au
dispositif de surveillance et de mesure des ondes
électromagnétiques**

NOR: DEVP1314392D

Publics concernés : collectivités territoriales, Etat, associations. Objet : mesure des ondes électromagnétiques émises par les équipements utilisés dans les réseaux de communications électroniques ou par les installations radioélectriques. Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le 1er janvier 2014, à l'exception de ses dispositions confiant à l'Agence nationale des fréquences la gestion du dispositif de surveillance et du fonds de financement associé, qui s'appliquent immédiatement. Notice : la loi du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a prévu la mise en place, par l'Etat, d'un dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques, financé par un fonds public indépendant alimenté par la contribution des opérateurs de réseaux émettant des ondes électromagnétiques. Les mesures d'exposition aux radiofréquences (émises notamment par les antennes relais de téléphonie mobile) peuvent ainsi être financées par une taxe additionnelle à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau applicable aux stations radioélectriques (IFER), créée par la loi de finances pour 2011. Le présent décret désigne l'Agence nationale des fréquences (ANFR) pour assurer la gestion du dispositif de surveillance et du fonds de financement associé. Il définit en outre la liste des personnes qui peuvent, outre l'ANFR, solliciter des mesures : il s'agit notamment de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, des agences régionales de santé, des associations agréées de protection de l'environnement et des fédérations d'associations familiales. Il précise enfin la nature des locaux

pouvant faire l'objet d'une mesure des ondes électromagnétiques dans le cadre de ce dispositif : il s'agit des locaux d'habitation, des lieux ouverts au public et des lieux accessibles au public au sein des établissements recevant du public (ERP). Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Le Premier ministre, Sur le rapport du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Vu le [code de l'action sociale et des familles](#), notamment son article L. 211-2 ; Vu le [code de la construction et de l'habitation](#), notamment son article R. 123-2 ; Vu le [code de l'environnement](#), notamment ses articles L. 120-1 et L. 141-1 ; Vu le [code général des impôts](#), notamment son article 1609 decies ; Vu le [code des postes et des communications électroniques](#), notamment ses articles L. 34-9-1, L. 43 et R. 20-44-10 à R. 20-44-30 ; Vu le [code de la santé publique](#), notamment son article L. 1114-1 ; Vu la [loi n° 2009-967 du 3 août 2009](#) de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, notamment son article 42 ; Vu la [loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010](#) de finances pour 2011, notamment son article 158 tel que modifié par la [loi n° 2012-1509 du 29 décembre 2012](#) de finances pour 2013 ; Vu l'avis du comité des finances locales (commission consultative d'évaluation des normes) en date du 5 avril 2012 ; Le Conseil d'Etat (section travaux publics) entendu, Décrète :

Article 1 [En savoir plus sur cet article...](#)

Le code des postes et des communications électroniques (partie réglementaire) est ainsi modifié : 1° L'article R. 20-44-11 est complété par un 17° ainsi rédigé : « 17° Elle est chargée de la gestion du dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques mentionné à l'[article 42 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009](#) de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ainsi que du fonds destiné au financement du dispositif. A ce titre, elle assure : a) La gestion des recettes et des dépenses du fonds précité, dans les conditions prévues à l'article R. 20-44-20 ; b) La gestion et le traitement des demandes de mesure des ondes électromagnétiques sollicitées par les personnes morales définies à l'article 2 du décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 relatif au dispositif de surveillance et de mesure des ondes électromagnétiques ; c) La gestion des marchés et des commandes avec les organismes mentionnés à l'article L. 34-9-1. » ; 2° Il est inséré, après le deuxième alinéa de l'article R. 20-44-20, l'alinéa suivant : « L'agence gère, au sein d'une comptabilité distincte, le

fonds mentionné au 17° de l'article R. 20-44-11, alimenté par la contribution additionnelle à l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux applicable aux stations radioélectriques mentionnée à l'[article 1609 decies du code général des impôts](#) ainsi que par les revenus du placement de cette contribution ; les dépenses comprennent le coût des mesures ainsi que les coûts complets supportés par l'agence pour la gestion du dispositif. »

Article 2 [En savoir plus sur cet article...](#)

Peuvent solliciter des mesures des ondes électromagnétiques dans le cadre du dispositif financé par le fonds mentionné aux articles [R. 20-44-11](#) et [R. 20-44-20](#) du code des postes et des communications électroniques, outre l'Agence nationale des fréquences, les personnes morales suivantes : l'Etat, les collectivités territoriales et leurs groupements, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, les agences régionales de santé ainsi que les associations, agréées de protection de l'environnement, les associations agréées en application de l'[article L. 1114-1 du code de la santé publique](#), d'usagers du système de santé et les fédérations d'associations familiales mentionnées à l'[article L. 211-2 du code de l'action sociale et des familles](#).

Article 3 [En savoir plus sur cet article...](#)

Sont éligibles au financement par le fonds mentionné aux articles [R. 20-44-11](#) et [R. 20-44-20](#) du code des postes et des communications électroniques les mesures portant sur les locaux d'habitation, sur les lieux ouverts au public et sur les lieux accessibles au public des établissements recevant du public au sens de l'article R. 123-2 du code de la construction et de l'habitation. Toutefois, ne sont pas éligibles les demandes de mesure qui portent sur un lieu ayant déjà fait l'objet d'une mesure et qui n'a pas été affecté, postérieurement à cette mesure, par une modification des installations radioélectriques situées au voisinage du lieu de la mesure.

Article 4 [En savoir plus sur cet article...](#)

Un arrêté des ministres chargés de l'environnement, de la santé et des communications électroniques précise : a) La forme dans laquelle les personnes morales mentionnées à l'article 2 sollicitent les mesures ; b) Le format des résultats des mesures et les informations fournies, le mode et les conditions de leur transmission aux destinataires mentionnés aux [troisième et](#)

[quatrième alinéas de l'article L. 34-9-1 du code des postes et des communications électroniques](#) ; c) Les modalités suivant lesquelles les occupants des locaux d'habitation peuvent s'opposer à la mise à disposition du public de ces résultats ; d) Les modalités de restitution aux ministres susmentionnés d'informations sur la mise en œuvre du dispositif par l'Agence nationale des fréquences.

Article 5 [En savoir plus sur cet article...](#)

A l'exception de son article 1er, le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2014.

Article 6 [En savoir plus sur cet article...](#)

Le ministre de l'économie et des finances, la ministre des affaires sociales et de la santé, le ministre du redressement productif, le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, et la ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 14 décembre 2013.

Par le Premier ministre : Jean-Marc Ayrault

Le ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, Philippe Martin

Le ministre de l'économie et des finances, Pierre Moscovici

La ministre des affaires sociales et de la santé, Marisol Touraine

Le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg

Le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, Bernard Cazeneuve

La ministre déléguée auprès du ministre du redressement productif, chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, Fleur Pellerin